

L'Europe essaie de résoudre le casse-tête du très haut débit

Le très haut débit fixe : comment le déployer ? Pour tenter de résoudre l'équation, un atelier a réuni acteurs privés et politiques du secteur, dans le cadre de la conférence de la Commission européenne « i 2010 » qui s'est tenue à Paris ce 09/09/08.

L'atelier réunissait Olivier de Baillenx, directeur des relations institutionnelles du groupe Iliad, Lars Hedberg, secrétaire général de l'association des réseaux urbains suédois, Olivier Baujard, directeur de la technologie et pdg d'Alcatel Lucent France, ainsi que Kiminori Sato, vice président technologie et information des NTT Docomo.

C'est Fabio Colasanti, directeur général à la Commission Européenne chargé de la société de l'information, qui a posé les bases du sujet : « *Nous sommes tous convaincus qu'il faut des réseaux très haut débit pour développer notre économie. Mais les coûts d'investissement sont très élevés. Les consommateurs ne sont pas prêts à payer, et les entreprises ont du mal à définir un business model. Quelle politique, quels encouragements des gouvernements faut il prévoir ? Dans certaines zones, investir l'argent public est il opportun ?* » a-t-il questionné.

Louis Pierre Wetos, directeur exécutif chez Orange, prenant appui sur l'exemple du marché du mobile, a posé l'équation du point de vue des opérateurs. « *Il faut trouver un équilibre entre la pression sur les prix aux consommateurs, et la capacité des opérateurs à investir* » a-t-il résumé, avant d'ajouter qu'il est nécessaire de trouver un « *modèle* » pour que les opérateurs puissent se lancer.

Un modèle complexe à trouver : « *Nous sommes contre le monopole : on n'imagine pas un opérateur qui supporte tous les coûts. Nous sommes pour une compétition sur les infrastructures. Nous pouvons monter des réseaux ensemble, à l'exception de la partie verticale des immeubles* » a résumé Louis Pierre Wetos. Olivier de Baillenx a ouvert d'autres voies, pour les territoires qui comptent peu d'habitants. « *Au-delà des grandes villes, le système reste à trouver. Cela pourrait être un co-investissement privé-autorités publiques locales, dans une forme juridique qui doit être défini. Un réseau unique partagé pourrait également constituer un remède, dans certains cas* ».

Exemples très haut débit

Si l'Europe peine à se constituer un modèle, d'autres pays sont déjà passé à l'action. C'est le cas de la Suède et du Japon, qui apportent deux solutions différentes. Kiminori Sato, par exemple, a rappelé que le lancement du très haut débit s'est fait en 2001, et il compte aujourd'hui plus de douze millions d'abonnés. Un modèle qui passe par l'ouverture du réseau de l'opérateur à ses concurrents, et le développement de l'innovation via le fonds NTT investissement partner found, d'après l'opérateur principal du pays. En Suède, le développement des réseaux très haut débit s'est fait très largement à la charge des collectivités locales, en partie soutenues financièrement par l'Etat et les sociétés municipales d'électricité. Total : deux milliards d'euros investis de 1997 à 2007. Résultat : par exemple, dans la région de Vasterbotten, qui compte 200 villages, 80 % des foyers sont raccordés au très haut débit. « *Pour garantir des infrastructures ouvertes, les collectivités doivent les maîtriser. Elles doivent prévoir des investissements à long terme* » a mis en garde Lars Hedberg.

Les objectifs de « i2010 » Cette initiative européenne vise à établir un marché unique (500 millions de consommateurs) de l'économie numérique, à encourager l'innovation et la recherche dans les tic, ainsi qu'à promouvoir l'inclusion , les services publiques et la qualité de la vie dans la société de l'information.